



DOCUMENT SUR LA DURABILITÉ

Que signifie la durabilité pour les femmes ?

La montée de l'extrémisme, l'intensification des conflits armés, la récurrence et la gravité croissante des crises économiques, la volatilité des prix des aliments et de l'énergie, l'insécurité alimentaire, les catastrophes naturelles et les effets du changement climatique ont rendu les femmes plus vulnérables et creusé les inégalités. La discrimination hommes-femmes vient exacerber d'autres types de désavantages – fondés sur le statut socioéconomique, la situation géographique, la race, la caste et l'origine ethnique, la sexualité et/ou le handicap – pour limiter les possibilités et les chances de réussite des femmes et des filles au cours de leur vie.

Les conflits armés affectent les femmes, les filles, les garçons et les hommes différemment. L'impact d'un conflit est habituellement évalué en fonction du nombre de victimes, dont les hommes et les garçons constituent la majorité. Or les conséquences pour les femmes et les filles, notamment en termes de violence sexiste, ne sont pas nécessairement visibles dans l'immédiat. Les femmes et les filles s'affrontent à des risques accrus découlant du déplacement et de l'effondrement des structures normales de protection et d'assistance. Elles font également face à des obligations accrues au plan des soins aux personnes, comme l'approvisionnement en nourriture et en eau et la garde des enfants et des malades. Qui plus est, les femmes et les enfants représentent approximativement 80% des plus de 42 millions de réfugiés et personnes déplacées par des conflits à travers le monde.

Durant et après les catastrophes naturelles, les femmes et les filles sont plus exposées aux risques que les hommes. Globalement, les catastrophes naturelles tuent plus de femmes que d'hommes. Les catastrophes naturelles comme les sécheresses, les inondations et les cyclones tuent plus de femmes que d'hommes à cause des inégalités structurelles entre hommes et femmes. Des études montrent que les filles reçoivent moins à manger durant les périodes de disette, que les garçons bénéficient d'un traitement préférentiel lors des opérations de secours et que les filles sont plus susceptibles d'être déscolarisées. Dans des situations de catastrophe naturelle ou de conflit, les filles courent des risques de mariage forcé ou d'abus sexuels – durant les catastrophes naturelles, les taux de viol et d'exploitation sexuelle augmentent.

À l'échelle mondiale, la rémunération des femmes est en moyenne 24% inférieure à celle des hommes. Les femmes ont aussi moins de chances de bénéficier d'une pension. Cela se traduit par des inégalités de revenu considérables entre les femmes et les hommes tout au long de la vie. Or dans toutes les régions, les femmes travaillent plus que les hommes – elles effectuent,



en moyenne, au moins deux fois et demie plus de travail que les hommes dans les domaines des soins aux personnes et des tâches domestiques. Par ailleurs, si l'on combine le travail rémunéré et non rémunéré, les femmes effectuent plus d'heures de travail que les hommes dans pratiquement tous les pays. La participation des femmes dans ce domaine varie énormément d'un pays à un autre, en fonction de l'étendue et de la portée des services publics comme l'eau et l'assainissement, l'énergie, la santé et les soins aux enfants et aux personnes âgées. Les soins aux malades et aux personnes âgées ont une incidence adverse sur les possibilités d'emploi des femmes.

La crise et l'austérité nuisent aux droits économiques et sociaux des femmes. Leurs effets ont été moins marqués dans les pays en développement. En Europe, on a assisté à des coupes budgétaires au niveau des dépenses publiques consacrées aux services sociaux et aux prestations sociales. Dans les pays en développement, les coupes ont affecté les subventions aux denrées alimentaires, au carburant, à l'électricité et au transport et menacé l'essor de programmes émergents en matière de protection sociale.

Les investissements dans l'infrastructure électrique et énergétique sont essentiels. Environ 1,3 milliard de personnes sont dépourvues d'un approvisionnement électrique de base leur permettant d'éclairer leur foyer, alors que près de 3 milliards de personnes dépendent de combustibles solides pour cuisiner et se chauffer. Les femmes et les filles passent un grand nombre d'heures à ramasser du bois, du charbon de bois, du fumier et des résidus agricoles à ces fins. Les réchauds traditionnels à la biomasse sont la principale cause de pollution atmosphérique intérieure, elle-même responsable de plus de 4 millions de morts annuellement. Mais cela implique aussi que le travail non rémunéré limite le temps dont les femmes et les filles disposent pour le travail rémunéré, l'éducation et les loisirs. Les gouvernements doivent investir dans l'infrastructure et les services de base (eau et assainissement, santé, électricité et réchauds écologiques), pour réduire les soins et les travaux domestiques non rémunérés des femmes et libérer du temps pour les activités productives et les loisirs.

Malgré des avancées significatives, près d'un milliard de personnes n'ont pas accès à l'eau provenant d'un puits protégé ou d'une source protégée, à l'eau de pluie collectée ou à un robinet. Plus de 2,5 milliards de personnes restent dépourvues d'accès à des installations sanitaires comme toilettes à chasse d'eau, toilettes sèches ou fosses ventilées améliorées. 700 millions de personnes ont recours à des installations partagées, ce qui est problématique pour les femmes et les filles en raison de la promiscuité et du manque de sécurité. Qui plus est, pas toutes les femmes et les filles ne sont en mesure de gérer les menstruations hygiéniquement et dans la dignité et beaucoup d'entre elles doivent se contenter de moyens de protection sanitaire non hygiéniques comme les chiffons ou le papier à journal. Cela constitue un obstacle à la



présence des filles à l'école et au travail. Un meilleur accès à l'eau contribuerait donc à accroître l'activité productive des femmes de même que la présence des filles à l'école.

Trente-cinq pour-cent de femmes à travers le monde ont été victimes de violence physique et/ou sexuelle. Selon certaines enquêtes nationales, jusqu'à 70% de femmes auraient subi l'une ou l'autre forme de violence physique ou sexuelle au cours de leur vie. Entre 40 et 50% des femmes dans l'Union Européenne ont fait l'objet d'avances sexuelles, d'attouchements et d'autres formes de harcèlement sexuel non désirés dans l'emploi. Qui plus est, la traite des personnes réduit en esclavage des millions de femmes et de filles, qui représentent approximativement 55% des quelque 20,9 millions de femmes et de filles exploitées au régime du travail forcé de par le monde et 98% de celles exploitées à des fins sexuelles.

La violence au travail contre les femmes, quelle que soit sa forme, constitue une atteinte flagrante au travail décent et un signe univoque d'inégalité hommes-femmes. Le secteur minier offre un exemple éloquent de la discrimination et de l'hostilité intrinsèques à l'égard des femmes à travers les cultures et la lutte continue pour venir à bout de cette oppression sexiste relève de la responsabilité des hommes comme des femmes.

La recherche met en exergue le lien entre le VIH et la violence, à la fois comme un facteur de risque pour ce qui a trait à l'infection et comme conséquence découlant du fait d'être identifié en tant que personne séropositive. Le statut social inférieur des femmes et leur impuissance, y compris leur incapacité à négocier des relations protégées, figurent parmi les causes directes d'infection au VIH. De par le monde, il est estimé que 16 millions de femmes vivent avec le VIH, soit approximativement 50% du nombre total d'adultes vivant avec le VIH. L'OMS a nommé le VIH/Sida la cause primordiale de mortalité chez les femmes en âge de procréer dans les pays en développement. Les gouvernements reconnaissent chaque fois plus l'importance de l'égalité hommes-femmes dans les réponses nationales au VIH.

Les différences biologiques entre les hommes et les femmes, au même titre que les différences déterminées par la société eu égard à leurs droits, à leurs rôles et à leurs responsabilités ont une incidence sur leurs risques au plan de la santé et leur statut. Si les femmes tendent à vivre plus longtemps que les hommes, elles ne jouissent pas nécessairement d'un plus grand bien-être. Leur manque de maîtrise sur les ressources, le fardeau des soins et du travail domestique non rémunéré, outre la violence sexiste sont autant de facteurs qui compromettent la santé des femmes. Les besoins des femmes au plan de la santé reproductive, notamment l'information concernant les risques reproductifs, l'accès aux moyens de contraception modernes et, le cas échéant, à une interruption de grossesse sûre, revêtent une attention toute particulière. La négligence à l'égard des besoins sanitaires des femmes peut être attribuée au fait que leur vie n'est pas appréciée à sa juste valeur et que les hommes bénéficient d'un traitement préférentiel dans l'allocation des ressources sanitaires.



Le plein respect des droits des femmes au travail implique que les femmes puissent accéder à des emplois décentement rémunérés, à des conditions de travail sûres et à la protection sociale. Or dans de vastes régions du monde, l'emploi ne satisfait pas à ces critères. Le travail informel étant la norme dans les pays en développement, les personnes exerçant de tels emplois sont plus susceptibles de vivre dans la pauvreté que les travailleurs formels. D'autre part, l'inégalité hommes-femmes figure parmi les causes et les effets primordiaux de la faim et de la pauvreté – il est estimé que 60% des personnes dans le monde souffrant de faim chronique sont des femmes et des filles. En Asie du Sud, en Afrique subsaharienne et en Asie de l'Est et du Sud-est, plus de 75% de tous les emplois sont informels. 73 % de la population mondiale n'a pas accès à la protection sociale ou n'y a que partiellement accès. Les femmes représentent la majorité de ces personnes.

Les hiérarchies sexistes dans l'emploi informel signifient que les hommes occupent une place dominante aux postes protégés et mieux rémunérés au sommet de la pyramide, cependant que les femmes sont surreprésentées dans les emplois les moins sûrs et les moins rémunérateurs au bas de la pyramide. Même chez les travailleurs informels indépendants, les femmes tendent à être concentrées dans des activités moins bien rémunérées. Même dans le ramassage de déchets, par exemple, les hommes collectent généralement les déchets métalliques de plus grande valeur alors que les femmes ramassent le plastique et le carton, de moindre valeur.

On voit s'effacer progressivement les frontières entre l'emploi formel et informel, a fortiori sous l'effet de la sous-traitance. La sous-traitance est très répandue dans les industries et les emplois où prédominent les femmes, comme la restauration, le nettoyage et les soins aux personnes. Dans les régions développées, l'emploi informel est souvent désigné en tant qu'emploi non conventionnel ou atypique. Depuis le début de la crise économique, l'emploi informel a été en hausse dans les pays membres de l'OCDE. Les femmes représentent deux tiers de la main-d'œuvre travaillant sous des contrats temporaires involontaires. Le travail précaire, sous quelque forme que ce soit, représente un problème pour tous les travailleurs mais plus particulièrement pour les femmes.

Les politiques doivent viser à augmenter le rendement du travail informel, à améliorer les conditions de travail et à mettre un terme à la violence et aux abus subis par ces travailleurs. La protection sociale doit être étendue à ces travailleurs à travers des systèmes de soins de santé et des plans de retraite. Les réglementations en matière de santé au travail devraient couvrir ces travailleurs et tenir compte des risques spécifiques encourus par les ramasseurs de déchets et les travailleurs domestiques et autres.

Les stéréotypes sexistes alimentent la ségrégation dans l'emploi et confinent les femmes dans des catégories d'emplois extrêmement limitées, qui pérennisent leurs rôles de soignantes et leur attribuent, par-là même, un statut inférieur. Les hiérarchies dans l'emploi sont souvent



maintenues par le biais de la violence, notamment sous forme de brimades et de harcèlements sexuels, renforçant par-là le pouvoir des hommes et empêchant l'ascension ou l'accès des femmes à des emplois non traditionnels. Les syndicats n'ont pas toujours été inclusifs à l'égard des femmes et n'ont pas toujours pris leurs préoccupations au sérieux. Les femmes ont donc eu beaucoup de mal à se faire entendre et reconnaître, que ce soit par leur employeurs ou par les syndicats eux-mêmes.

Le fait d'inclure les organisations des femmes dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques contribuera à ce que leurs préoccupations soient dûment prises en considération. L'égalité entre les hommes et les femmes constituera, par-là même, un facteur contributeur du développement humain et d'un développement durable, attendu que les inégalités entre les différents groupes sociaux, les hommes et les femmes, les femmes riches et les femmes pauvres constituent un obstacle au développement. La lutte contre les disparités entre hommes et femmes agit en soutien à l'économie et rend les sociétés plus fortes.